

Le quotidien des familles très pauvres en Haïti...

Ou comment en ployer des gens avec un salaire de misère, payé une fois sur deux...

Le Micro-crédit peut-il être une solution ?

Lors de chaque voyage, nous découvrons ou redécouvrons la misère quotidienne de familles, qui, même aidées grâce à des parrainages, ont bien des difficultés à répondre aux besoins élémentaires de chaque jour. C'est pourquoi nous avons un fonds d'urgences pour pallier ces difficultés qui sont, hélas, rarement temporaires.



A Onaville, la famille P. a onze enfants : cinq d'un premier mariage pour le père, six pour la mère, dans cette famille recomposée. Beaucoup d'hommes quittent le foyer en laissant les enfants, soit pour disparaître (souvent vers la République Dominicaine, qui pourtant ne leur offre que peu d'espoir). La vie de cette famille a bien sûr, commencé à changer avec la petite maison que nous avons construite pour elle à Onaville. Mais cela ne résout pas tous les problèmes.

Photo : une partie de la famille devant sa maison.

Le père travaille comme gardien à la Bibliothèque Nationale d'Haïti. On pourrait se réjouir qu'il ait un travail et imaginer que la famille est sortie d'affaire... Ce n'est pas du tout comme cela que ça se passe !

Il ne bénéficie pas d'un vrai contrat. Il est embauché pour quelques mois ; les premiers mois, il est payé (souvent avec beaucoup de retard ...) et puis les retards s'accumulent et finalement le salaire finit par ne plus arriver du tout. Vient le moment où il est licencié, sans préavis, la raison étant qu'il n'y a plus d'argent pour le payer. Il doit donc s'en aller en espérant qu'il touchera les mois non payés ! On lui promet, cependant, de le réembaucher, s'il y a un peu de sous... Pendant ce temps, la misère s'installe, les enfants ne peuvent plus aller à l'école, on ne peut plus acheter à manger. C'est ainsi pour de nombreuses familles, que ce soit le fait des employeurs publics, comme c'est le cas ici, ou des employeurs privés.

Généralement, ce qui arrive, un mois ou deux après le licenciement, c'est qu'on lui propose de nouveau le poste...si, bien entendu, il fait le deuil des mois de salaire non payés ou qu'au moins il ne fait pas trop insistant.... Evidemment, il accepte...comment faire autrement ? C'est ce qui venait de se passer quand nous sommes arrivés, en ce début mars 2016. Le père n'avait même plus l'argent pour prendre le tap-tap jusqu'à son travail !



En fait, les indemnités qui sont versées par l'état aux directions de ces organismes s'évaporent...on embauche des intérimaires avec de très bas salaires et des emplois très précaires, sans aucune prestation sociale ni fiche de paye, et le reste disparaît... C'est de l'exploitation pure et simple des plus démunis qui ne peuvent se plaindre, risquant de perdre le peu qu'ils ont. (On peut estimer au mieux à un peu plus d'une centaine d'€ par mois le salaire de l'un de ces employés...quand il est payé ! (un mois sur deux !))C'est loin d'être celui d'un simple journalier qui est parfois de 40 ou 50 €.

Pour cette famille, nous prévoyons la construction d'une citerne qui permettra de vendre l'eau au seau, avec une petite épicerie pour que la mère, avec le comité des habitants d'Onaville, puisse avoir un petit revenu.

Nous avons une partie du financement de la construction (un peu moins de la moitié) et il est difficile de trouver des subventions. Les choses traînent, nous espérons pouvoir boucler ce projet cette année. Les bailleurs gaspillent des sommes considérables dans des formations, dont bénéficient le plus souvent des privilégiés qui n'en ont guère besoin et rechignent à subventionner des petites constructions (écoles épicerie,) ou des infrastructures agricoles, qui génèrent des revenus, et peuvent contribuer à mettre en place une économie sociale et solidaire, qui nous semble la solution la meilleure pour que les plus pauvres se réinsèrent socialement et deviennent, en se groupant, responsables de leur destinée.

En attendant, nous octroyons une aide ponctuelle à cette famille.

Imaginons qu'ils aient bénéficié d'un micro crédit...40 à 50 dollars américains, comme c'est la moyenne, comment pourraient-ils s'en sortir en payant les intérêts, et rembourser chaque mois ? Alors ce serait les pénalités, la saisie des quelques meubles, etc... On ne démarre pas un commerce rentable avec 50 €. Seuls les artisans qui ont déjà pignon sur rue, du matériel pour travailler et une clientèle assurée peuvent avec ce moyen, se développer en empruntant des sommes bien supérieures.

Ce n'est pas, pour les plus pauvres, une solution viable pour sortir de la misère. L'économie sociale et solidaire, peu développée en Haïti, pourrait être une solution, comme nous l'envisageons, dans ce cas, avec la citerne et l'épicerie collective, qui pourrait en même temps, apporter du travail, des responsabilités, une formation. Cela nous semble un moyen acceptable de créer des activités viables et durables. Encore faut-il des investissements de la part des aides internationales, qui n'aient pas pour but de gagner de l'argent, mais d'aider les plus pauvres. Les organismes de micro-crédit ont pour objectif, pour la plupart, la rentabilité, au même titre que, parfois, . (Sinon les banques n'y seraient pas autant impliquées... Certains de ces organismes (il y a de tout) demandent des taux d'intérêt usuraires. Les sommes qui sont dépensées par les organismes qui disent lutter contre la misère, sont en grande partie détournées des objectifs affichés à divers niveaux, les plus puissants détournent des millions, les autres se partagent les miettes, les plus pauvres n'ont rien, et les offres qui leur sont proposées les enfoncent dans la misère. (Certains dirigeants des grands organismes d'aide internationale gagnent 350 000 dollars par an !) Les microcrédits sont intéressants pour les petites entreprises, mais sans doute pas pour les familles sans travail, qui ne peuvent nourrir leurs enfants. Il faut des moyens conséquents et des formations adaptées. Dans le cas de cette famille, le gouvernement n'étant pas en mesure de traiter les affaires courantes, les subventions à caractère social sont versées, quand elles le sont, avec beaucoup de retard.